

Le renoncement de F. Hollande.



Article rédigé par *Maxime Tandonnet*, le 15 décembre 2016

[Source : Magistro]

Le renoncement de François Hollande ou le signe d'une crise aiguë de la politique française.

Le 1er décembre 2016 restera une date significative dans l'histoire de la Ve République. Pour la première fois depuis près de 60 ans, un chef de l'Etat renonce, à l'issue de son premier mandat, à solliciter le renouvellement de son bail élyséen. Ce choix annoncé cinq mois à l'avance, est le résultat d'une situation devenue ingérable pour lui : abîme d'impopularité, isolement politique croissant, sondages lui annonçant une déroute, voire une humiliation au premier tour des présidentielles. La publication de l'ouvrage *Un président ne devrait pas dire ça* semble avoir été l'élément déclencheur de sa chute.

Si le président Hollande avait au contraire annoncé sa candidature, il aurait subi une avalanche de critiques sur le thème du mépris de l'opinion, de l'aveuglement et de l'enfermement dans une tour d'ivoire. D'ailleurs, l'immense majorité des observateurs et éditorialistes prévoient sa candidature. Pourquoi ne pas lui rendre hommage pour un acte de lucidité sur la situation politique générale et sur lui-même, contre l'attente générale ? En moins d'une semaine, la communauté nationale a été frappé par deux séismes, deux nouvelles que nul n'attendait un mois auparavant ou n'avait anticipé : la victoire de François Fillon aux primaires de la droite et du centre puis l'annonce de cette candidature de François Hollande.

Il existe deux manières d'analyser cet événement.

Le réflexe normal, habituel, constant, consiste à tenir le personnage de François Hollande comme unique responsable de cette déroute politique. Dans cette vision, il n'était pas adapté à la fonction, pour des raisons tenant à sa personnalité, à son inexpérience de l'Etat, à son absence de conviction et son opportunisme. Par ses actes, il se serait lui-même jeté dans l'impasse. Il ne ferait alors que récolter ce qu'il avait semé. Dans cette optique, le remplacement de François Hollande à l'Élysée en mai prochain serait en soi un premier pas dans le redressement de la France.

Il est une question que nul aujourd'hui ne semble avoir envie de se poser : et si la chute de François Hollande n'était que l'expression ultime d'un malaise politique français infiniment plus profond ? Sans entrer dans une logique d'excuse ou de complaisance à son égard, nous assistons quand même, autour de cet événement qu'est l'annonce de sa non-candidature, à un sidérant ballet de personnalités en tout genre, qui paraissent obnubilées par l'idée de prendre sa place. Il est reproché au président, à travers sa logorrhée auprès de journalistes, d'avoir voulu se mettre en scène. Mais ce à quoi nous assistons par ailleurs, autour de lui, ressemble bel et bien à une fuite généralisée dans la démence narcissique. La vie politique se résume désormais, de A à Z, à une grande explosion de vanité de la part d'une multitude de personnages qui n'ont rien prouvé de plus que lui, et qui s'enivrent du rêve élyséen.

Dès lors que l'obsession de soi-même devient l'alpha et l'oméga de la vie publique, le sens de l'intérêt général devient un sujet secondaire. L'idée même du gouvernement de la France pour le bien commun prend une connotation chimérique. La politique devient un grand exercice de posture, de communication, de spectacle et de culte du moi. Dans cet état d'esprit, il est utopique d'attendre des dirigeants obsédés par "leur trace dans l'histoire" qu'ils placent l'intérêt général au centre de leurs préoccupations.

Etrangement, le sujet n'intéresse personne. Pourtant, le présidentielisme à la française est bel et bien malade. Il faut bien voir que depuis Georges Pompidou, la cote de confiance des chefs de l'Etat connaît une érosion constante, jusqu'à atteindre un plancher. Aujourd'hui en France, toute la vie publique nationale et médiatisée se confond avec le visage et la voix d'un homme : l'occupant de l'Élysée. Le culte médiatique de la personnalité présidentielle atteint des dimensions vertigineuses, digne de la Corée du Nord. Mais dès lors

que le chef de l'Etat ne dispose pas d'une baguette magique pour régler tous les problèmes, sa magnificence bascule en peu de temps dans l'extrême impopularité. Le prestige présidentiel tourne au lynchage collectif d'un bouc émissaire national. D'où la fuite en avant dans la parole et le néant narcissique, jusqu'à sa chute finale.

La victoire de François Fillon aux présidentielles est le signe d'une prise de conscience de l'électorat "de la droite et du centre" de cette dérive. Le choix d'un homme d'apparence simple, discrète et modeste, est révélateur d'une envie de sobriété et d'efficacité à la tête de l'Etat. Encore faut-il que, s'il était élu en mai 2017, le nouveau président tire toutes les conséquences de la crise politique française et qu'il sache renouer avec les fondements mêmes de la République : un président qui fixe le cap, dans une relative discrétion personnelle, un Premier ministre qui gouverne dans le seul intérêt général, sans ambition présidentielle, des ministres qui pensent à diriger le pays plutôt qu'à leur destin individuel, un Parlement qui légifère et contrôle le Gouvernement. Est-ce trop en demander ?